

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 006 /AONO/MINRESI/CIPM/2026 DU 30 JAN 2026 POUR UNE ETUDE
EN VUE DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE L'AGRICULTURE ET DE
L'ELEVAGE INTELLIGENTS FACE AUX IMPACTS CROISSANTS DU
CHANGEMENT CLIMATIQUE AU CAMEROUN. EN PROCEDURE D'URGENCE

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution de son Budget d'Investissement Public 2026, le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) lance en procédure d'urgence un Appel d'Offres National Ouvert aux Cabinets d'Etudes/ou de consultants pour une étude en vue de l'évaluation de l'état de l'agriculture et de l'élevage intelligents face aux impacts croissants du changement climatique au Cameroun.

2. Consistance des prestations

L'objectif global est de faire une évaluation des pratiques agricoles et d'élevage face au changement climatique et adopter des stratégies indigènes pour faire face à ces problèmes.

Il s'agira de :

- Évaluer les tendances passées, présentes et futures du changement climatique et ses impacts possibles sur les pratiques agricoles et les ressources en eau ;
- Identifier les pratiques existantes en matière d'agriculture et d'élevage intelligents sur le plan climatique (le cas échéant) sur la base des présentations faites par les parties prenantes dans les régions ;
- Organiser des discussions de groupe au cours desquelles les domaines d'intervention future seront identifiés ;
- Fournir des preuves pour la politique/la prise de décision/l'orientation.

3. Délais d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de deux (02) mois.

4. Allotissement

La prestation objet du présent marché est constituée d'un seul lot.

5. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel est d'un montant de vingt millions (20 000 000) francs CFA.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux cabinets de consultants ou bureaux d'Etudes de droit camerounais exerçant dans le domaine.

7. Financement

La prestation objet du présent appel d'offres est financée par le Budget d'Investissement Public du MINRESI de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire 60 19 222 1 32000002 0132 361311.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, d'un montant de **deux cent cinquante mille (250 000) FCFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Cette caution doit être accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDEC). L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie agréée par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics (Bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42 et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (bâtiment principal), BP 1457, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) francs CFA**, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 23 juin 2026 à 13 heures. Une copie opérationnelle de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « **COPIE OPERATIONNELLE DE SAUVEGARDE DES OFFRES RELATIVES A L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°006/AONO/MINRESI/CIPM/2026 DU 23 juin 2026 POUR UNE ETUDE EN VUE DE L'EVALUATION DE L'ETAT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE INTELLIGENTS FACE AUX IMPACTS CROISSANTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU CAMEROUN, en procédure d'urgence** » au Service des Marchés Publics du MINRESI.

14. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être regroupé en 3 fichiers/volumes distincts. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps, l'ouverture des offres administratives et techniques interviendra dans un premier temps, suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu au moins la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 23 juin 2026 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de réunion du MINRESI.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Celle des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note minimale de quatre-vingt (80) points sur cent (100).

16. Critères d'évaluation

16.1 Critères éliminatoires

- > Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées;

- Absence de caution de soumission timbrée conforme au modèle joint en annexe et de son récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) à l'ouverture des plis;
- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative 48 heures après l'ouverture des offres ;
- Note technique inférieure à quatre-vingt (80) points sur cent (100) ;
- Présence d'informations financières dans l'offre technique, à l'exception de la capacité de financement ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière;
- Absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, le BPU, le DQE) ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Non-conformité du mode de soumission ;
- Non-respect du format de fichier des offres ;
- Absence de la copie opérationnelle de sauvegarde des offres en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

16.2 Critères essentiels

Les critères d'évaluation porteront sur :

N°	Critères	Points
A	Présentation	02
B	Expérience pertinente du soumissionnaire pour la mission	20
C	Compréhension des Termes, Plan de travail et méthodologie proposés	20
D	Logistique	05
E	Capacité de financement (cf grille d'évaluation)	03
F	Personnel	50
		100

Seules les soumissions dont les propositions techniques auront obtenu une note supérieure ou égale à 80/100 seront admises à l'analyse financière.

N.B : Les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille d'évaluation figurant au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

17. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection qualité-coût (mieux disant) conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

Il sera attribué aux offres financières de chaque entreprise, une note financière, calculée de la manière suivante :

$$NF_i = MMD \times 100 / MS$$

Avec NFi= Note financière, MMD= Montant de l'offre la moins-disante, MS= montant évalué du soumissionnaire.

La note finale (NF) de chaque soumissionnaire sera obtenue de la manière suivante :

$$NF = [(NT \times 70) + (NFi \times 30)] / 100$$

Avec NF= note finale, NT= note technique

Le soumissionnaire présentant la note finale la plus élevée sera adjudicataire du marché.

18. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres et qui a soumis l'offre évaluée la mieux-disante, celle ayant obtenue la note finale (NF) la plus élevée.

19. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt dix (90) jours à compter de la date limite fixée pour leur dépôt dans les services du MINRESI.

20. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINRESI, bâtiment principal, BP 1457, téléphone 222 23 24 42 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

21. Numéro vert du MINMAP

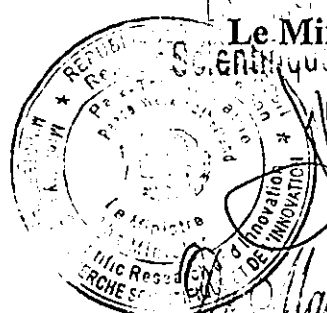
Pour toute tentative de corruption ou fait de mauvaise pratique, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25/699 37 07 48

Yaoundé, le 30 Juin 2016.

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM ;
- Affichage.

Le Ministre
de la Recherche
Scientifique et de l'Innovation



Madeline Tchuinte

**NOTICE OF NATIONAL OPEN TENDER No. 006 /AONO/MINRESI/CIPM/2026
OF 2026 FOR A STUDY TO DETERMINE THE STATUS OF SMART
AGRICULTURE AND LIVESTOCK SYSTEM IN RESPONSE TO THE GROWING
IMPACTS OF CLIMATE CHANGE IN CAMEROON. *IN EMERGENCY PROCEDURE***

1. Purpose of the call for tender

In connection with the implementation of the 2026 public investment budget, the Ministry of Scientific Research and Innovation (MINRESI) hereby launches in emergency procedure a national open call for tender to research firm or consultant for a study to determine the status of smart agriculture and livestock system in response to the growing impacts of climate change in Cameroon.

2- Consulting projects

The overall objective is to determine agricultural and livestock practices in the context of climate change and to adopt indigenous strategies to address these issues.

This will involve:

- Assessing past, present and future trends in climate change and its potential impacts on agricultural practices and water resources;
- Identifying existing climate-smart agricultural and livestock practices (where applicable) based on presentations made by stakeholders in the region;
- Organising group discussions during which areas for future action will be identified;
- Providing evidence to inform policy, decision-making and guidance.

3. Planned completion times

The maximum deadline set by the Project Owner for the completion of the project purpose is two (02) months.

4. Allotment

This Tender is in single lot.

5. Estimated Cost

The estimated cost of the project is twenty million (20,000,000) CFA francs.

6. Participation and Nature

Participation in this Call for tender is open to the consulting firm or office, on equal terms, to Cameroonian companies operating in this field.

7. Funding

The service covered by this tender are funded by the MINRESI's Public Investment Budget for the 2026 fiscal year, under budget line 60 19 222 1 32000002 0132 361311.

8. Submission method

The submission method selected for this Request for Quotation is online.

9. Provisional Bond

Each tenderer must attach to his administrative documents a bid bond, hand paid bid, issued by a body or financial institution approved by the Minister of finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which is set out in document 11 of the Tender Documents, an amount of **two hundred and fifty thousand (500,000) CFA francs** and valid for thirty (30) days beyond the initial bid validity date. This bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC). Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public contract will result in the outright rejection of the tender. A bid bond submitted but bearing no connection with the consultation concern shall be considered absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be deemed inadmissible.

10. Consultation of the Tender files

The physical file can be assessed during working hours at MINRESI, Directorate of General Affairs, Public Procurement Department (Main Building), PO Box 1457, telephone 222 23 24 42, and the electronic version on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this notice.

11. Acquisition of the Tender Files

The file may be obtained from MINRESI, Department of General Affairs, Public Contract Service (Main Building), PO Box 1457, telephone 222 23 24 42, upon publication of this notice, after payment of a non-refundable sum of **twenty thousand (25,000) CFA francs**, to be paid to the Public Treasury.

The electronic version of the tender file can also be downloaded free of charge from the COLEPS platform, available at the above addresses. However, online submission is subject to payment of the tender file purchase fee.

12. File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents to be uploaded on the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for Administrative bids;
- 15 MB for Technical bids;
- 5 MB for Financial bids.

The following formats are accepted:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

Bidders should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Submission of Bids

Tenders must be submitted in French or English on the COLEPS platform no later than 23 JUL 2026 at 1:00 p.m. An operational backup copy of the tender in PDF format, saved in a USB drive or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope to MINRESI's Department of General Affairs, Public Contract Service (main building), clearly and legibly marked:

OPERATIONAL BACKUP COPY OF TENDERS FOR NATIONAL OPEN TENDER No. 006/AONO/MINRESI/CIPM/2026 OF 30 JUN 2025 FOR A STUDY TO DETERMINE THE STATUS OF SMART AGRICULTURE AND LIVESTOCK SYSTEM IN RESPONSE TO THE GROWING IMPACTS OF CLIMATE CHANGE IN CAMEROON "in emergency procedure" in MINRESI's Public Contract Service. Non-compliance to this requirement will be rejected.

14. Admissibility of bids

The administrative documents, technical and the financial bid must be placed in three (03) separate files.

The Project Owner will reject:

- Envelopes bearing indication of the bidder's identity;
- Bids that do not comply with the bidding procedure;

Any tender that does not comply with the requirements of the Request for Quotation shall be declared ineligible. In particular, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of public contract, or failure to comply with the model document, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond with no connection to the concerned tender is invalid. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

15. Bids opening

Tenders will be opened in two sessions: first, the administrative and technical tenders will be opened, followed by the financial tenders of those tenderers who have achieved at least the minimum technical score required.

The opening of administrative documents and technical bids shall be done on 23 JUL 2025 at 2:00 p.m. in MINRESI Conference Hall by the Public Contract Internal Commission.

Only bidders or their duly mandated representatives with full knowledge of the file may attend this opening session.

The evaluation of financial bids will take place once the technical evaluation are completed and will only concern bidders with a minimum score of seventy (80) out of one hundred (100).

16. Evaluation Criteria

16.1 Eliminary Criteria

- False declaration or forged documents;
- Absence of stamped bid bound conforming to the model attached in an appendix, along and a receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) during the bid opening;

- Absence or non-conformity of a document in the administrative file 48 hours after the bids opening;
- Minimal technical score of seventy (70) out of hundred (100);
- Inclusion of financial information in the technical bid, with the exception of the financing capacity;
- Absence of a Quantified Unit price in the financial bid;
- Absence of a component of the financial bid (the tender, the BPU, the DQE);
- Absence of declaration on honour that they have not abandoned a contract in the last three (03) years;
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Non-compliance with the submission method;
- Non-compliance with the tender file format;
- Absence of an operational backup copy of the bids in the event of a malfunction of the COLEPS platform.

16.2 Essential criteria

The evaluation criteria will cover:

No	Criteria	Points
A	Overview	02
B	The bidder's experience relevant to the assignment	20
C	Understanding of the Terms of Reference, proposed work plan and methodology	20
D	Logistics	05
E	Financial capacity	03
F	Staff	50
	Total	100

Only bidders that technical proposal will be awarded a score above or equal to 80/100 will be admitted to the financial evaluation.

Remarks: Details of these essential criteria are set out in the evaluation grid contained in Annex 6 of Part 10 of the Tender Files.

17. Selection Method

The consultant will be selected using the cost effectiveness method (lowest bid) in accordance with the procedures described in this Tender files.

A financial score will be assigned to the financial bids of each company, as follows:

$$NFi = MMD \times 100/MS$$

NFi = Financial score, MMD = Amount of the lowest bid, MS = Bidder's evaluated amount.

The Final Score (FS) for each bidder will be calculated as follows:

$$FS = [(NT \times 70) + (NFi \times 30)] / 100$$

FS = Final score, TS = Technical score

The bidder with the highest final score will be awarded the contract.

18. Award of contract

The employer will award the contract to the bidder whose bid has been determined to be substantially responsive to the Tender file and whose bid has been determined to be the lowest evaluated bid including, where applicable, proposed.

19. Validity period of tenders

Bidders shall be bound by their tenders for a period of **ninety (90) days** from the deadline set for the opening of tenders in MINRESI's services.

20. Further information

Further information may be obtained during working hours MINRESI's Department of General Affairs, Public Contract Service (main building), PO Box 1457, telephone 222 23 24 42 or on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. MINMAP's toll-free number

For any attempted corruption or acts of malpractice, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- CIPM President ;
- Publication.

Yaounde, on the 30 JUN 2018

The Minister
Le Ministre de la Recherche
Scientifique et de l'Innovation



Dr Madeleine Tchuinte